

«Qualiwatt» ou Gaspwatt ?

Le gouvernement régional wallon vient d'approuver, ce jeudi 12 décembre, le plan « Qualiwatt ». Il succède au plan « Solwatt » qui a tant fait parler de lui.

En résumé, la décision du gouvernement consiste à maintenir le principe des primes accordées aux particuliers pour l'installation de panneaux photovoltaïques, en les modulant selon des critères revus et en les rendant moins avantageuses qu'auparavant.



Trois constats s'imposent.

1. Sur un plan purement pratique, le dispositif que vient d'approuver le gouvernement s'avère être d'ores et déjà difficilement applicable, pour des raisons techniques touchant aux règles sur la tarification des gestionnaires de réseau de distribution. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?
2. Le système reste fondamentalement injuste : seuls bénéficieront de ces primes les particuliers qui sont propriétaires de leur logement, disposent d'un toit correctement ensoleillé et sont en mesure d'investir. La transition, financée par tous, mais seulement au bénéfice de quelques happy fews, en somme.
3. Enfin, si la technologie photovoltaïque nous semble présenter un bilan écologique qui justifie son déploiement, y compris sous nos latitudes peu ensoleillées, la logique consistant à promouvoir l'installation de très petites installations sur des sites souvent moyennement (voire très peu) optimaux aboutit à un gaspillage de ressources considérable. En optimisant leur localisation et leur gestion, il serait très vraisemblablement possible d'obtenir, avec un même

investissement, des rendements significativement plus élevés.

Le Mouvement VEGA préconise donc, dans le respect des engagements pris dans le passé, l'arrêt pur et simple de la subsidiation aux particuliers et la mise sur pied, en lieu et place, de régies locales (communales ou intercommunales, notamment) des énergies vertes, financées par les pouvoirs publics et dont la production bénéficiera à TOUS les citoyens.

Une telle orientation permettrait d'optimiser la dépense publique (d'obtenir plus de production avec un investissement donné), de créer des biens communs durablement profitables à toutes et tous et d'éteindre en grande partie les polémiques sur le coût du photovoltaïque.